



☐ HOPI ☐ GIDIC ☐ non  
n° A / AIX /

ARRIVEE le 12 AOUT 2016

Destinataire : JAC - FB  
☒ Attribution ☐ Info  
Copie :

## PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU  
Tel : 04.84.35.42.72  
N° 2016-120-Mod

Marseille le 12 AOUT 2016  
☐ COREO ☐ S31C ☐ non  
N° A/

04 AOUT 2016  
Destinataire : AIX  
☐ Attribution ☐ Info  
Copie :

### Arrêté modifiant l'arrêté de mise en demeure du 18 juillet 2016 pris à l'encontre de la société VALSUD BIOMASSE à Fuveau

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L.171-7,

Vu l'arrêté de mise en demeure en date du 18 juillet 2016,

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 22 juillet 2016

Considérant que la société VALSUD BIOMASSE a été mise en demeure par arrêté du 18 juillet 2016 de régulariser la situation administrative de ses activités de traitement et transit, regroupement et tri de déchets non dangereux, exercées sans l'autorisation requise et qui relèvent des dispositions des rubriques 2791 et 2716 de la nomenclature des installations classées,

Considérant que dans l'arrêté susvisé, les numéros de parcelles concernées par l'activité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux (rubrique 2716) n'ont pas été mentionnées et qu'il convient de les préciser afin de ne pas les confondre avec d'autres activités du site,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

### Article 1

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 18 juillet 2016 sont remplacées par les dispositions qui suivent :

La société VALSUD BIOMASSE, située 41 chemin Vinical de la Millière, Parc la Valentine Vallée Vert, Immeuble Bourbon 1, 13011 Marseille, **est mise en demeure, dans un délais de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de régulariser la situation administrative de ses activités de traitement de déchets non dangereux situées RD 6, La Barque, Chemin de Beaumouilles, 13710 Fuveau :

.../...

- soit en déposant un dossier complet de demande d'autorisation pour une installation de traitement de déchets non dangereux au titre de la rubrique 2791 (la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes/jour) **et/ou** pour une installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et non inertes au titre de la rubrique 2716 située **sur les parcelles AM 58, AM 59 et AM 60** (le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup>),
- soit en cessant ces activités et en procédant à la remise en état prévue aux articles L.512-7-6 et R.512-46-25 à R.512-46-29 du Code de l'Environnement.

## Article 2

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
  - Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
  - Monsieur le Maire de Fuveau,
  - Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le - 1 AOUT 2016

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



David COSTE

☐ HOPI ☐ GIDIC ☐ non  
n° A / AIX /

ARRIVEE 12 AOÛT 2016

Destinataire :  
☐ attribution ☐ Info  
Copie : *TM → FB*  
*MED à mtr dss*  
*oulet sans talon objet*



PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU  
Tel : 04.84.35.42.72  
N° 2016-120-MED

Marseille le 18 JUIL. 2016  
DREAL-UT 13  
☐ COREO ☒ S31C ☐ non  
N° A/  
22 JUIL. 2016  
Destinataire : *A401*  
☐ Attribution ☐ Info  
Copie :  
*voir échéances*

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre  
de la société VALSUD BIOMASSE  
à Fuveau**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 172-1, L. 511-1, L.511-2 et L. 514-5,

Vu l'arrêté du 24 octobre 2003 autorisant la société VERT PROVENCE à exploiter une installation de compostage de déchets verts sur la commune de Fuveau,

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 9 juillet 2015,

Vu le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 4 juillet 2016,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Aix-en-Provence en date du 8 juillet 2016,

Considérant que la société VALSUD BIOMASSE a repris les activités de la société VERT PROVENCE, autorisées par l'arrêté du 24 octobre 2003 susvisé

Considérant que suite à la visite de l'inspection de l'environnement du site le 12 novembre 2015, il a été constaté l'exploitation d'une installation de traitement de déchets non dangereux et une installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux, activités relevant des dispositions des rubriques 2791 et 2716 soumises à autorisation,

Considérant que ces activités sont exercées sur le site sans l'autorisation règlement requise à l'article L.511-2 du code de l'environnement, ou fait l'objet d'une demande de bénéfice d'antériorité,

Considérant que conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté que des installations sont exploitées sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise, le Préfet met en demeure l'intéressé de régulariser sa situation dans un délai déterminé,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE**

.../...

### Article 1

La société VALSUD BIOMASSE, située 41 chemin Vinical de la Millière, Parc la Valentine Vallée Vert, Immeuble Bourbon 1, 13011 Marseille, **est mise en demeure, dans un délais de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,** de régulariser la situation administrative de ses activités de traitement de déchets non dangereux situées RD 6, La Barque, Chemin de Beaumouilles, 13710 Fuveau :

- soit en déposant un dossier complet de demande d'autorisation pour une installation de traitement de déchets non dangereux au titre de la rubrique 2791 (la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes/jour) **et/ou** pour une installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et non inertes au titre de la rubrique 2716 (le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup>,
- soit en cessant ces activités et en procédant à la remise en état prévue aux articles L.512-7-6 et R.512-46-25 à R.512-46-29 du Code de l'Environnement.

### Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 4

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
  - Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
  - Monsieur le Maire de Fuveau,
  - Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 18 JUL. 2016

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

